

Marché public n° 2025-04-MPT/04

Travaux de rénovation des toitures
du Conservatoire national supérieur
de musique et de danse de Paris

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Relatif au seul lot 4

Article 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ	5
1.1 – Objet du marché.....	5
1.2 – Décomposition du marché.....	5
1.2.1 – <i>Allotissement</i>	5
1.2.2 – <i>Tranches</i>	5
1.2.3 – <i>Phases</i>	5
1.3 – Type et forme du marché.....	5
1.4 – Lieu d'exécution	6
1.5 – Pièces contractuelles.....	6
Article 2 – GÉNÉRALITÉS	6
2.1 – Désignation des parties au marché.....	6
2.1.1 – <i>Représentation du Conservatoire</i>	7
2.1.2 – <i>Représentation du Titulaire et obligations d'information relative au Titulaire</i>	7
2.2 – Groupement de commandes	7
2.2.1 – <i>Répartition des tâches</i>	7
2.3 – Groupement d'opérateurs économiques.....	8
2.4 – Sous-traitance	8
2.5 – Ordres de service (OS).....	8
2.6 – Convocations du Titulaire - Rendez-vous de chantier.....	8
2.7 – Autres intervenants.....	8
2.7.1 – <i>Maîtrise d'œuvre</i>	8
2.7.2 – <i>Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)</i>	9
2.7.3 – <i>Conduite d'opération</i>	9
2.7.4 – <i>Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI)</i>	9
2.7.5 – <i>Contrôle technique</i>	9
2.7.6 – <i>Coordonnateur Sécurité et protection de la santé des travailleurs (SPS)</i> ...	9
Article 3 – MODALITÉS DE RÉALISATION DES OUVRAGES	10
3.1 – Installations de chantier (précisions du CCAG-TVX)	10
3.2 – Préparation des travaux (précisions du CCAG-TVX).....	10
3.3 – Études d'exécution des ouvrages (précisions du CCAG-TVX)	10
3.4 – Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur chantier (SPS)	11
3.5 – Sujétions particulières du site liées au bruit.....	12
Article 4 – PRIX ET RÈGLEMENT	12
4.1 – Contenu et caractère des prix.....	12
4.1.1 – <i>Contenu des prix</i>	12
4.1.2 – <i>Décomposition et sous-détails des prix</i>	14
4.1.3 – <i>Révision des prix</i>	15
4.2 – Rémunération du Titulaire et des Sous-traitants	15
4.2.1 – <i>Avances</i>	15
4.2.2 – <i>Acomptes</i>	16
4.2.3 – <i>Retenue de garantie</i>	16
4.3 – Cession ou nantissement des créances.....	16
4.3.1 – <i>Règlement des comptes</i>	16

4.3.2 - Prix des travaux.....	17
4.3.3 - Approvisionnements.....	17
4.3.4 - Rémunération en cas de groupement d'opérateurs économiques	17
4.3.5 - Rémunération de Sous-traitants payés directement	17
4.4 - Constatations et constats contradictoires	17
4.5 - Modalités de règlement des comptes.....	18
4.5.1 - Transmission électronique des demandes de paiement.....	18
4.5.2 - Demandes de paiement mensuelles.....	18
4.5.3 - Demande de paiement finale.....	18
4.5.4 - Décompte général définitif - Solde.....	18
4.5.5 - Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques	18
4.5.6 - Délai global de paiement.....	18
4.6 - Modalités de fixation des prix des prestations/travaux supplémentaires ou modificatives.....	18
4.7 - Évolution du montant des travaux.....	18
4.7.1 - Augmentation du montant des travaux.....	18
4.7.2 - Diminution du montant des travaux.....	19
4.8 - Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage.....	19
4.9 - Pertes et avaries.....	19
Article 5 - DÉLAIS.....	19
5.1 - Disponibilité des entreprises au cours des étés 2027 et 2028.....	19
5.2 - Durée du marché.....	19
5.3 - Fixation et prolongation des délais d'exécution	19
5.4 - Ajournement et interruption des travaux.....	19
Article 6 - RÉCEPTION ET GARANTIES	19
6.1 - Documents fournis après exécution	19
6.2 - Réception	20
6.3 - Garantie contractuelle	20
Article 7 - DIFFÉRENDS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION	21
7.1 - Résiliation du marché	21
7.2 - Pénalités.....	21
7.2.1 - Dispositions communes.....	21
7.2.2 - Pénalité pour retard dans l'exécution des travaux ou prestations.....	21
7.2.1 - Pénalité en cas de défaut de mobilisation estivale.....	21
7.2.2 - Pénalité pour retard de remise des documents conformes à l'exécution...21	
7.2.3 - Pénalité pour défaut de communication d'un contrat de sous-traitance...22	
7.2.4 - Pénalité pour retard de repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	22
7.2.5 - Pénalité pour non-respect de la période de préparation	22
7.2.6 - Pénalité pour absence ou retard aux réunions	22
7.2.7 - Pénalité pour nuisance sonore	22
7.2.8 - Pénalités diverses.....	22
7.3 - Règlement des litiges.....	23
Article 8 - DISPOSITIONS DIVERSES	23
8.1 - Forme des notifications et informations.....	23
8.2 - Modalités de computation des délais d'exécution des prestations	23

8.3 - Informations réciproques	24
8.3.1 - Informations données par le Conservatoire au Titulaire pendant l'exécution du marché.....	24
8.3.2 - Informations données par le Titulaire au Conservatoire.....	24
8.4 - Pièces à remettre au Titulaire.....	24
8.5 - Prestations similaires.....	24
8.6 - Propriété intellectuelle	24
8.7 - Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité	25
8.8 - Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail	25
8.9 - Protection de l'environnement, sécurité et santé.....	25
8.10 - Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations	25
8.11 - Assurances et responsabilité.....	25
Article 9 - DÉROGATIONS AU CCAG-TVX.....	26

CONSULTATION

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU MARCHÉ

1.1 – Objet du marché

Le présent marché public a pour objet de confier à son Titulaire, pour le lot correspondant, la réalisation des travaux pour la création du studio 3D du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la deuxième catégorie au sens de l'article R. 4532-1,2° du Code du travail.

1.2 – Décomposition du marché

1.2.1 – Allotissement

Le présent marché est alloti de la façon suivante :

N° de lot	Objet du lot	N° de marché
Lot n° 1	Installation de chantier, Gros Œuvre	2024-10-MPT/01
Lot n° 2	CVC DF, Plomberie sanitaire	2024-10-MPT/02
Lot n° 3A	Électricité CFO et CFA	2024-10-MPT/03A
Lot n° 3B	Réseaux audiovisuels	2024-10-MPT/03B
Lot n° 4	Équipements audiovisuels	2024-10-MPT/04
Lot n° 5	Machinerie scénique	2024-10-MPT/05
Lot n° 6	Élévateurs	2024-10-MPT/06
Lot n° 7	Second Œuvre	2024-10-MPT/07
Lot n° 8	Finitions	2024-10-MPT/08
Lot n° 9	Planchers techniques	2024-10-MPT/09

1.2.2 – Tranches

Sans objet.

1.2.3 – Phases

Sans objet.

1.3 – Type et forme du marché

Le présent marché est un marché public de travaux au sens des articles L. 2, L. 1111-1 et plus particulièrement de l'article L. 1111-2 du CCP.

1.4 – Lieu d'exécution

Les prestations du présent marché seront réalisées dans les locaux du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, sis au 209 avenue Jean Jaurès à PARIS (75019).

1.5 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1. du CCAG-TVX, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent, pour chaque lot, dans l'ordre de priorité suivant :

1. **L'acte d'engagement de chaque lot (AE)** et son annexe financière :
 - 1.1. Annexe n° 1 : le **bordereau de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire** de chaque lot (DPGF) ;
 - 1.2. BPU
2. La **Fiche de contact administratif et technique (FCAT)** ;
3. Le présent **cahier des clauses administratives particulières (CCAP)** et ses annexes ;
4. Le **cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux (CCAG-TVX)**, issu de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Le **plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)** ;
6. Le **diagnostic amiante avant travaux (DAAT)** ;
7. Le **calendrier d'exécution** ;
8. Le **cahier des charges fonctionnel du SSI** ;
9. Le **rapport initial de contrôle technique (RICT)** ;
10. Le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** commun à tous les lots et ses annexes ;
11. Le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP)** propre à chaque lot et ses annexes ;
12. **L'offre du Titulaire** ;
13. Les **actes spéciaux de sous-traitance** et les éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

ARTICLE 2 – GÉNÉRALITÉS

2.1 – Désignation des parties au marché

Pour tous les lots, à l'exception du quatrième lot, le présent marché est conclu entre :

- Le Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris, dénommé ci-après « Conservatoire », « CNSMDP », ou « Maître d'ouvrage » ;
- Et le Titulaire du présent marché désigné dans l'acte d'engagement comme tel, dénommé ci-après « Titulaire » ou « Entrepreneur ».

Pour le quatrième lot :

- La société CONSERVATOIRE AUGMENTE, dénommé ci-après « Filiale » ;
- Et le Titulaire du présent marché désigné dans l'acte d'engagement comme tel, dénommé ci-après « Titulaire » ou « Entrepreneur ».

2.1.1 – Représentation du Conservatoire

Il est dérogé à l'article 3.3. du CCAG-TVX.

Sont habilités à représenter le Conservatoire dans l'exécution du marché :

- Le Chef du Service bâtiment et sécurité ;
- La Chargée des opérations de travaux.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Conservatoire en cours d'exécution du marché.

Ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire les décisions nécessaires engageant le Conservatoire.

2.1.2 – Représentation du Titulaire et obligations d'information relative au Titulaire

2.1.2.1) Représentation du Titulaire

Il est dérogé à l'article 3.4.1. du CCAG-TVX.

Le Titulaire a désigné une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du Conservatoire, pour les besoins de l'exécution du marché, au moment du dépôt de son offre, dans la FCAT.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Conservatoire les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

2.1.2.2) Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du Titulaire

Confer article 3.4.2. du CCAG-TVX.

2.2 – Groupement de commandes

Pour le seul lot 4, le présent marché s'effectue dans le cadre d'un groupement de commandes, institué sur le fondement des articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique.

Le Coordonnateur de ce groupement de commandes est le CNSMDP.

2.2.1 – Répartition des tâches

2.2.1.1) Tâches du Coordonnateur du Groupement

Dans le cadre de l'exécution des marchés pour le groupement de commandes les missions du Coordonnateur sont les suivantes :

- La passation des ordres de service ;
- Les opérations de vérification ;
- Préparation des avenants éventuels en concertation avec la Filiale, puis leur passation, signature et notification ;
- Les procédures de cautionnement et nantissement éventuelles ;
- L'application des pénalités.

De manière générale, le Coordonnateur représente les intérêts du Groupement et en assure le secrétariat.

2.2.1.2) Tâches des membres du Groupement

Chaque membre du Groupement est tenu, à l'issue de la procédure de consultation et de l'attribution, de passer le marché objet de la présente convention sur lesquels il s'est préalablement engagé, avec le titulaire retenu. Chacun signe l'acte d'engagement en son nom et pour son compte.

Chaque membre est responsable de ses engagements et le coordonnateur ne saurait en aucun cas être tenu responsable de tout litige qui pourrait naître du non-respect de ses obligations.

La Filiale exécute, pour ce qui la concerne, le marché à hauteur de ses besoins et elle traite les factures (réception, liquidation, paiement...) issues des situations de travaux validées par le Coordonnateur. Le cas échéant, elle verse l'avance prévue.

2.3 – Groupement d'opérateurs économiques

Confer article 3.5. du CCAG-TVX.

2.4 – Sous-traitance

Confer article 3.6 du CCAG-TVX.

En complément, le Conservatoire se réserve la possibilité de demander des renseignements complémentaires sur les capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant présenté, avant de donner son agrément et signer l'acte spécial de sous-traitance. Il peut refuser le sous-traitant proposé.

2.5 – Ordres de service (OS)

Confer article 3.8. du CCAG-TVX.

2.6 – Convocations du Titulaire - Rendez-vous de chantier

Confer article 3.9. du CCAG-TVX.

2.7 – Autres intervenants

2.7.1 – Maîtrise d'œuvre

Le Maître d'ouvrage a confié la maîtrise d'œuvre de la présente opération à :

Groupement d'opérateur économique, dont le mandataire CLE MILLET

21, rue du Bièvre

75014 -Paris

SIRET : 483 345 971 00012

☎ : 01.53.10.11.66

✉ : contact@clemillet.com

Le Maître d'œuvre réalise les éléments de mission suivants, conformément aux articles R. 2431--1 et suivants du Code de la commande publique (ci-après dénommé « code » ou « CCP) et à l'annexe 20 du code :

- AVP : avant-projet sommaire (APS) et avant-projet détaillé (APD) ;
- PRO/DCE : projet/dossier de consultation des entreprises ;
- ACT : assistance à la passation des contrats de travaux ;

- VISA/DET : visa des études d'exécution, direction de l'exécution des travaux ;
- OPC : mission d'ordonnancement, pilotage et coordination ;
- AOR : assistance aux opérations de réception ;
- Programme fonctionnel.

2.7.2 - Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

La mission d'OPC est assurée par le Maître d'œuvre.

2.7.3 - Conduite d'opération

Sans objet.

2.7.4 - Coordination des systèmes de sécurité incendie (SSI)

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par :

CAP SSI

37, boulevard Vauban
78280 - GUYANCOURT

☎ : 01.39.38.04.48

✉ : guillaume.bellec@capssi.fr

2.7.5 - Contrôle technique

Le contrôleur technique désigné pour cette opération de travaux est :

APAVE

6, rue du Général Audran
92400 - COURBEVOIE
SIRET : 903 869 071 00014

☎ : 01.40.54.58.00

✉ : herve.laurent@apave.com

Les missions confiées par le Maître d'ouvrage au contrôleur technique sont relatives :

- À la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement neufs dissociables indissociables (mission LP) ;
- À la solidité des existants (mission LE) ;
- À la sécurité des personnes dans les ERP et IGH (mission SEI) ;
- À la vérification des exigences d'accessibilité des personnes handicapées (mission HAND) ;
- Au fonctionnement des installations (mission F).

2.7.6 - Coordonnateur Sécurité et protection de la santé des travailleurs (SPS)

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération sera assurée par :

DEGOUY

16, rue de la Maison Rouge
77185 - LOGNES

☎ : 01.60.95.32.32

✉ : contact@degouy.fr

Désigné ci-après par « Coordonnateur SPS ».

De plus, l'adjoint au chef du service bâtiment et sécurité, responsable de la sécurité, de la prévention et de la protection au sein du Conservatoire aura autorité au même titre que le coordonnateur SPS.

ARTICLE 3 – MODALITÉS DE RÉALISATION DES OUVRAGES

Confer chapitre 4 du CCAG-TVX, sans préjudice des précisions et dérogations ci-dessous.

3.1 – Installations de chantier (précisions du CCAG-TVX)

Les installations à réaliser par le Titulaire du lot 1 sont :

- La Base vie ;
- Les zones de stockage.

L'emplacement de ces installations sera contractualisé pendant la période de préparation.

3.2 – Préparation des travaux (précisions du CCAG-TVX)

En précision du deuxième alinéa de l'article 28.1. du CCAG-TVX, le Titulaire procède au cours de la période de préparation aux opérations suivantes :

- Établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS), prévu à l'article L. 4532-9 du Code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du Titulaire ;
- Établissement de l'ensemble des études d'exécution ;
- Établissement du calendrier des études d'exécution dans un délai de sept jours à compter de l'ordre de service qui prescrira de commencer la période de préparation ;
- Dépôt du plan de retrait dans un délai de sept jours à compter de l'ordre de service qui prescrira de commencer la période de préparation.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS et au responsable de la sécurité du CNSMDP dans un délai de sept jours à compter du début de la période de préparation.

La maîtrise d'ouvrage et le maître d'œuvre pourront demander des prototypes ou échantillons pour validation des études d'exécution et avant mise en œuvre.

En complément de l'article 28.1 *in fine*, la prolongation de la période de préparation par ordre de service du Maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord exprès du Maître d'ouvrage.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 28.2.2. du CCAG-TVX, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

3.3 – Études d'exécution des ouvrages (précisions du CCAG-TVX)

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le Titulaire et soumises au visa du Maître d'œuvre.

Les documents nécessaires à l'exécution du ou des ouvrages que le Titulaire doit réaliser sont transmis à la fois par voie électronique et sous forme papier.

Par dérogation au troisième alinéa de l'article 29.1.4. du CCAG-TVX, ces documents sont fournis :

- Dans les formats suivants :
 - Pour les plans, au format : .dwg, .dxf pour *Autocad* ;
 - Pour les autres documents, au format : .ppt, .doc, .xls (pour *Microsoft Office*), ou .sxw, .sxc, .odc, .odp, .odt (pour *LibreOffice*), .PDF ;
- Et selon les caractéristiques suivantes :
 - Ils ne comportent pas de macros ;

- Ils peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format .zip. ;
- Leurs noms sont suffisamment explicites

Par dérogation au quatrième alinéa de l'article 29.1.4. du CCAG-TVX, un seul exemplaire est transmis au Maître d'œuvre.

3.4 – Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur chantier (SPS)

Le coordonnateur SPS doit informer le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent, constaté lors de leurs visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs, le coordonnateur SPS et le responsable de sécurité du Conservatoire définissent les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Ils peuvent, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le Titulaire et le Coordonnateur SPS est soumis au Maître d'ouvrage.

Le Titulaire communique directement au Coordonnateur SPS ;

- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les cinq jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Dans les cinq jours qui suivent la notification de la décision de constitution du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT), les noms de ses représentants au sein du collège dans les conditions fixées aux articles R.4532-80 à 83 du Code du Travail ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le Titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants.

Le Titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le Titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

À la demande du coordonnateur SPS, le Titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

3.5 – Sujétions particulières du site liées au bruit

Afin de permettre la continuité du fonctionnement des services, des cours, représentations et période de concours, les travaux bruyants et ceux qui sont susceptibles de perturber le fonctionnement se déroulent entre 6h00 et 10h00, sauf pendant les périodes de fermeture du Conservatoire, l'été (en juillet et août) et lors des vacances de Noël où les travaux bruyants ne sont pas limités.

Toutefois, pendant la période des concours qui débutera pour 2026 du 1^{er} au 15 février ; du 21 février au 9 mars et du 4 mai au 4 juillet, aucun travaux ne sera autorisé. Pour l'année 2027, pendant la période des concours dont les dates seront communiquées au cours du chantier (les dates seront similaires à celles de 2026). Et pour l'année 2028 seuls les travaux ne produisant aucune nuisance sonore seront autorisés pendant les périodes de concours.

Le conservatoire mettra à disposition des prestataires des radios, qui auront pour but de les informer en cas de bruits. Un chef de chantier devra être désigné par lot, celui-ci bénéficiera de la radio ainsi que d'une formation sur l'utilisation de celle-ci. Le chef de chantier se doit d'être joignable dès lors que des ouvriers sont sur le site.

Une première demande d'arrêt du bruit sera faite au chef du chantier via la radio. Et cette demande devra être respectée. Si une deuxième demande est adressée au chef de chantier, elle entraînera un arrêt des travaux pour la journée.

Le Maître d'ouvrage peut être amené sans délai et sans justification à demander la suspension de tout ou partie du chantier ou l'exécution en horaires décalés de certains travaux, en cas de nuisance sonore impactant le fonctionnement du Conservatoire.

ARTICLE 4 – PRIX ET RÈGLEMENT

4.1 – Contenu et caractère des prix

4.1.1 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au Titulaire une marge pour risques et bénéfice.

À l'exception des seules sujétions mentionnées dans le marché comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles ou imprévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages ;
- Des frais d'amenée et de repliement des installations de chantier et de tous les matériels nécessaires (base de vie, stockage, échafaudages, protections, nettoyage, engins de levage et de transport) ;
- Des frais résultants de l'application de la loi et des mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé ;
- Des frais d'implantation ;

- Des frais d'établissement des plans d'exécution ;
- Des frais relatifs à la fourniture et la présentation d'échantillons, de prototypes ;
- Des frais de contrôle des matériaux ;
- Des frais résultants des sujétions d'organisation du chantier, d'exécution, d'ordonnancement ou de coordination, notamment celles nécessaires à l'exécution simultanée des différents corps d'état intervenant dans le cadre du présent marché ;
- Des constats préalables d'état des lieux existants avant et après travaux ;
- Des frais d'études techniques, d'établissement et de mise à jour des plans d'exécution et de coordination puis des plans conformes à l'exécution ;
- De l'ensemble des sujétions nécessaires au parfait achèvement des ouvrages, y compris les éventuels dévoiements de réseaux existants (plomberie, chauffage, électricité...) nécessaires à la réalisation des travaux et à l'installation des équipements ;
- Des frais d'essais, de vérification de bon fonctionnement des installations ;
- Des frais d'établissement des relevés des dimensions et positions des ouvrages (relevés à fournir au Maître d'œuvre pour l'établissement du dossier des ouvrages exécutés) ;
- Des frais de remise en état des lieux à la fin des travaux et de nettoyage pendant les travaux et avant réception ;
- De toutes les charges directes et indirectes découlant de l'application du présent CCAP et de ses annexes (frais d'assurance, frais de nettoyage du cantonnement...) ;
- Des frais d'établissement de reproduction et diffusion des documents au Maître d'ouvrage, au Maître d'œuvre, au Contrôleur technique, à la cellule de synthèses et au Coordonnateur SPS ;
- Des incidences résultant des demandes et observations de la maîtrise d'œuvre, du Contrôleur technique, du Coordonnateur SPS pendant le chantier ;
- De toutes les sujétions résultant des dispositions des arrêtés municipaux pour les travaux exécutés sur le territoire de Paris et leurs finis éventuels ;
- Des frais découlant de la situation du site et de son environnement (difficultés de stationner à l'intérieur du site, difficultés de stationnement à l'extérieur du site, difficultés de livraison, difficultés de stockage...) ;
- Des frais relatifs aux contraintes et sujétions d'exécution liées au maintien de l'activité du site, pendant toute la durée des travaux ;
- Des arrêts de chantier ou de certains postes de travail ou des conditions particulières de travail sur demande du Maître d'ouvrage ;
- Des sujétions occasionnées par l'intervention simultanée des services concédés (eau, gaz, électricité, égouts, téléphone...) ;
- Des frais découlant de la nécessité de procéder, pour ménager l'intervention de l'entreprise Titulaire, à la coupure et au rétablissement des réseaux techniques existants (eau, électricité, téléphone, chauffage) de tout ou partie du site par les entreprises compétentes responsables de l'exploitation et de la maintenance ;
- Des frais occasionnés par les dégradations causées aux bâtiments existants et à leurs aménagements intérieurs et extérieurs dont la réparation sera entière à la charge de l'entrepreneur responsable ou du compte-prorata si la responsabilité d'un des lots ne peut pas être prouvée ;

- Des frais éventuels afférents à l'obtention des autorisations administratives nécessaires au chantier ;
- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes relatives à la sûreté ;
- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes relatives à la sécurité. Cela implique pour l'entreprise l'obligation de disposer sur le chantier des moyens de première intervention contre l'incendie, en nombre suffisant et disposés en accord avec le poste de sécurité incendie du site et Coordonnateur SPS, dont un à disposition immédiate de l'ouvrier intervenant. En particulier, tout ouvrage de soudure sera suspendu deux heures avant la fin de la journée de travail.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le Maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au Mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au Mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- La construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;
- L'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité et installation d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- Le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- L'installation et l'entretien du bureau mis à la disposition du Maître d'œuvre, si les documents particuliers du marché le prévoient ;
- Les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Si le marché ne prévoit pas de disposition particulière pour rémunérer le Mandataire des dépenses résultant de son action de coordination des membres du groupement conjoint, ces dépenses sont réputées couvertes par les prix des travaux qui lui sont attribués. Si le marché prévoit une telle disposition particulière et si celle-ci consiste dans le paiement au mandataire d'un pourcentage déterminé du montant des travaux attribués aux autres membres du groupement, ce montant s'entend des sommes effectivement réglées auxdits membres.

En cas de sous-traitance, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle, par le Titulaire, de ses Sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

4.1.2 - Décomposition et sous-détails des prix

Confer article 9.3. du CCAG-TVX.

4.1.3 - Révision des prix

Conformément aux articles L. 2112-6, R. 2112-6 et suivants, et plus particulièrement à l'article R. 2112-14 du code, les prix du marché sont révisibles selon les modalités fixées ci-dessous.

La révision est effectuée par l'application aux prix du marché du coefficient C_r , donné formule suivante :

$$C_r = \left(0,15 + 0,85 \frac{I_n}{I_0} \right)$$

Dans laquelle :

- I_n est l'indice à la date de réalisation des prestations ;
- I_0 est l'indice à la date de fixation du prix dans l'offre.

L'indice de référence est :

- Pour le lot 1 : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710952 : « Index du bâtiment - BT06 - Ossature, ouvrages en béton armé - Base 2010 » ;
- Pour le lot 2 : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710974 : « Index du bâtiment - BT41 ventilation et conditionnement d'air - Base 2010 » ;
- Pour le lot 3A : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710979 : « Index du bâtiment - BT47 Électricité - Base 2010 » ;
- Pour le lot 3B : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710979 : « Index du bâtiment - BT47 Électricité - Base 2010 » ;
- Pour le lot 4 : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710979 : « Index du bâtiment - BT47 Électricité - Base 2010 » ;
- Pour le lot 5 : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710953 : « Index du bâtiment - BT07 ossature et charpente métallique - Base 2010 » ;
- Pour le lot 6 : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710980 : « Index du bâtiment - BT48 ascenseurs - Base 2010 » ;
- Pour le lot 7 : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710986 : « Index du bâtiment - BT01 tous corps d'état - Base 2010 » ;
- Pour le lot 8 : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710978 : « Index du bâtiment - BT46 peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010 » ;
- Pour le lot 9 : celui identifié à l'INSEE sous le n° 001710962 : « Index du bâtiment - BT18a menuiserie intérieure en bois - Base 2010 » ;

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

4.2 - Rémunération du Titulaire et des Sous-traitants

4.2.1 - Avances

4.2.1.1) Avance versée au Titulaire

Sauf en cas de refus du Titulaire indiqué dans l'acte d'engagement, si les conditions de montants et de durée d'exécution du marché sont réunies, le Conservatoire versera une avance, prévue par les articles L. 2191-2 et R. 2191-3 du Code. Son taux est fixé à 20%.

Le cas échéant, conformément à l'article R. 2192-24, 2°, le délai de paiement de l'avance court à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance. Cette date est fixée :

- Pour tous les lots à l'exception du lot 3B du lot 4, au jour de la notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation ;
- Pour le lot 3B et le lot 4, au jour de la notification de l'ordre de service de démarrage de travaux.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le Titulaire au titre du marché, atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées, conformément à l'article R. 2191-11 du Code.

4.2.1.1) Avances versées aux Sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux Sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions prévues aux articles R. 2193-17 et suivants du code.

4.2.2 - Acomptes

Conformément aux articles L. 2191-4 et R. 2191-20 du code, les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution ouvrent droit à des acomptes. Les acomptes n'ont pas le caractère de paiements définitifs.

Conformément à l'article R. 2191-21 le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent, diminué, le cas échéant, de la fraction correspondante de la retenue de garantie.

La périodicité des acomptes mensuelle, conformément à l'article R.2191-22 du code et à l'article 10.2. du CCAG-TVX.

Confer article 12.2. du CCAG-TVX.

4.2.3 - Retenue de garantie

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5% dans les conditions prévues aux articles L. 2191-7 et R. 2191-32 à R. 2191-35 du code.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si l'acheteur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-36 et R. 2191-41 du code.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée, ou complétée, au plus tard à la date à laquelle le Titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

La retenue de garantie est remboursée et les établissements, ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande, sont libérés dans les conditions prévues à l'article R. 2191-42 du code.

4.3 - Cession ou nantissement des créances

Les créances résultant du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux articles L. 2191-8 et R. 2191-45 et suivants du code.

L'entrepreneur pourra bénéficier pour le présent marché, de l'affectation en nantissement dans les conditions définies aux articles R. 2191-46 à R. 2191-50 et aux articles R. 2191- 52 à 53 du code.

Confer chapitre 4.2. du CCAG-TVX.

4.3.1 - Règlement des comptes

Confer article 10.2. du CCAG-TVX.

Le règlement des sommes dues au Titulaire est par virement administratif au compte indiqué dans l'acte d'engagement.

4.3.2 - Prix des travaux

Confer article 10.3. du CCAG-TVX.

4.3.3 - Approvisionnements

Il est dérogé au premier alinéa de l'article 10.4. du CCAG-TVX, en ce que les acomptes ne comprennent pas de part correspondant aux approvisionnements constitués en vue des travaux.

4.3.4 - Rémunération en cas de groupement d'opérateurs économiques

Confer article 10.7. du CCAG-TVX.

4.3.5 - Rémunération de Sous-traitants payés directement

Confer article 10.8. du CCAG-TVX.

4.3.5.1) Le droit au paiement direct des sous-traitants

Conformément aux articles L. 2193-11 et L. 2193-12 du code, le sous-traitant direct du Titulaire est payé directement par le Conservatoire pour la part dont il assure l'exécution, même si le Titulaire est en état de liquidation judiciaire, de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde.

C'est pourquoi, le sous-traitant ne peut prétendre au paiement direct des prestations exécutées antérieurement à la décision d'acceptation et d'agrément.

Par ailleurs, le droit au paiement direct du sous-traitant est subordonné à la condition que le montant de la sous-traitance soit égal ou supérieur à 600 euros toutes taxes comprises, conformément aux articles L. 2193-10 et R. 2193-10 du code.

Le sous-traitant ne peut renoncer au bénéfice du paiement direct. Le paiement direct du sous-traitant est un droit d'ordre public que les parties, mêmes d'un commun accord, ne peuvent remettre en cause. Ainsi, une clause insérée dans le contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire échec au paiement direct est réputée non écrite.

Le principe selon lequel le sous-traitant ne peut renoncer à son droit au paiement direct ne s'oppose pas à ce que ce dernier soit payé directement par le Titulaire du marché public et non par l'acheteur. Le paiement effectué par le Titulaire aura alors pour effet d'éteindre à due concurrence la créance du sous-traitant sur l'acheteur.

4.3.5.2) Les sous-traitants de second rang

Le sous-traitant de second rang ne peut bénéficier du droit au paiement direct.

Néanmoins, conformément à l'article L. 2193-14 du code, le sous-traitant qui confie à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution personnelle et solidaire ou une délégation de paiement dans les conditions définies à l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

4.4 - Constatations et constats contradictoires

Confer article 11 du CCAG-TVX.

4.5 – Modalités de règlement des comptes

4.5.1 – Transmission électronique des demandes de paiement

4.5.1.1) Transmission électronique des demandes de paiement au Conservatoire

Le Titulaire ou son Sous-traitant admis au paiement direct est tenu, en application du code de la commande publique, de transmettre les demandes de paiement sous forme électronique, selon les modalités prévues par ce même code.

Il est dérogé au deuxième alinéa de l'article 12.6. du CCAG-TVX, en ce que les demandes de paiement seront refusées par le Maître d'ouvrage lorsque celle-ci méconnaît les obligations de dématérialisation des demandes de paiement à la charge du Titulaire et de ses sous-traitants admis au paiement direct.

4.5.1.2) Transmission électronique des demandes de paiement à la Filiale

Conformément à l'article L. 2192-3 du Code, la Filiale accepte les factures conformes à la norme de facturation électronique définie par voie réglementaire et transmises sous forme électronique par les titulaires de marchés et leurs sous-traitants admis au paiement direct.

4.5.2 – Demandes de paiement mensuelles

Confer article 12.1. du CCAG-TVX.

4.5.3 – Demande de paiement finale

Confer article 12.3. du CCAG-TVX.

4.5.4 – Décompte général définitif – Solde

Confer article 12.4. du CCAG-TVX, à l'exception de l'article 12.4.4., auquel il est dérogé, en ce que le délai de dix jours indiqué aux alinéas 5 et 6 passe à trente jours.

4.5.5 – Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques

Confer articles 10.7. et 12.5. du CCAG-TVX.

4.5.6 – Délai global de paiement

Conformément aux articles L. 2192-10 et R. 2192-15 du code, le Conservatoire paie les sommes dues en principal en exécution du marché dans un délai de trente jours à compter de la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail public de facturation.

4.6 – Modalités de fixation des prix des prestations/travaux supplémentaires ou modificatives

Confer article 13 du CCAG-TVX.

4.7 – Évolution du montant des travaux

4.7.1 – Augmentation du montant des travaux

Confer article 14 du CCAG-TVX, à l'exception de l'article 14.4.3., puisqu'en l'absence de l'ordre de service mentionné à l'article 14.4.2, le Titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant contractuel du marché sans notification d'un ordre de service préalable du maître d'œuvre pris en accord avec le maître d'ouvrage. Cet ordre de service précise le nouveau montant contractuel global autorisé.

4.7.2 – Diminution du montant des travaux

Confer article 15 du CCAG-TVX.

4.8 – Changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage

Confer article 16 du CCAG-TVX.

4.9 – Pertes et avaries

Confer article 17 du CCAG-TVX, avec la précision que l'indemnisation du préjudice subi, mentionnée à l'article 17.3., est subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet d'aucun règlement au Titulaire par son assurance.

Article 5 – DÉLAIS

5.1 – Disponibilité des entreprises au cours des étés 2027 et 2028

Le titulaire s'engage à être entièrement mobilisé au cours des mois de juillet et d'août 2027 et 2028, compte tenu de l'absence d'activité pédagogique au Conservatoire, permettant donc un déroulement du chantier sans contrainte acoustique.

Cette mobilisation se traduit notamment par un maintien de ses effectifs.

En cas de carence constatée, il sera appliqué la pénalité prévue *infra*.

5.2 – Durée du marché

Conformément à l'article R. 2182-4 du code, les stipulations du marché prennent effet à compter de la réception de sa notification par le Titulaire, et s'achèvent à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Le marché n'est pas reconductible.

5.3 – Fixation et prolongation des délais d'exécution

Confer article 18 du CCAG-TVX.

Le délai de la période de préparation est de quatre mois (hors mois d'août) pour tous les lots.

Les délais d'exécutions sont les suivants :

- Tous les lots sauf 3B et 4 : vingt-cinq mois. Toutefois, en cas de levée de la PSE du premier lot, le délai d'exécution est prolongé de cinq mois.
- Lot 3B : dix-sept mois.
- Lot 4 : douze mois.

5.4 – Ajournement et interruption des travaux

Confer article 53 du CCAG-TVX.

ARTICLE 6 – RÉCEPTION ET GARANTIES

6.1 – Documents fournis après exécution

Confer article 40 du CCAG-TVX.

Il est toutefois dérogé à l'article 40.1. en ce qu'outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1. du CCAG-TVX, le

Titulaire remet, dans un délai de sept jours à compter des OPR, au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage l'ensemble des dossiers des ouvrages exécutés comprenant notamment : les plans d'exécution conformes à la réalisation, les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre, les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets et les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) préalablement validés par le maître d'œuvre.

Un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le défaut de remise de ces documents à la date ci-dessus indiquée entraîne l'application de la pénalité indiquée *infra*.

En cas d'allotissement, le DOE de chaque lot est fourni par le Titulaire de ce lot dès que celui-ci a achevé ses ouvrages.

Ces documents sont remis sous un format papier et numérique conforme au format et aux caractéristiques définis par les documents particuliers du marché. Les documents particuliers du marché précisent si des exemplaires sur papier ou support physique numérique sont exigés.

En complément du dernier alinéa de l'article 40.1, le Titulaire remet au Maître d'œuvre les documents sous format électronique ainsi que sur papier. De plus, tous les documents du DOE et ceux nécessaires à l'établissement du DIUO sont transmis sous forme électronique et doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage. Le Titulaire remet au Maître d'œuvres tous les documents, sous format électronique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : les plans seront remis sous le format dwg, dxf pour Autocad ; les autres documents sous le format ppt, doc, xls pour Microsoft Office, sxw, sxc, odc, odp, odt pour LibreOffice, PDF - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

En complément de l'article 40.2, le DOE contient :

- Les plans d'exécution conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les notices de fonctionnement ;
- Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre,
- Les prescriptions de maintenance ;
- Le RTF.

6.2 - Réception

Confer article 41 du CCAG-TVX, à l'exception de l'article 41.1.3, auquel il est dérogé en ce que, à défaut de fixation de la date des opérations préalables à la réception des ouvrages par le Maître d'ouvrage, la réception des travaux n'est pas réputée acquise à l'expiration du délai mentionné à l'article 41.1.2.

6.3 - Garantie contractuelle

Confer article 44 du CCAG-TVX.

ARTICLE 7 - DIFFÉRENDS, PÉNALITÉS ET RÉSILIATION

7.1 - Résiliation du marché

Confer chapitre 7 du CCAG-TVX.

En précision de l'article 50.4, lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 2 %.

7.2 - Pénalités

7.2.1 - Dispositions communes

Confer article 19.1. du CCAG-TVX.

Les pénalités sont cumulables et applicables par jour de retard calendaire.

Par dérogation à l'article 19.2.1. du CCAG-TVX, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 1.000 €.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 19.2.2. du CCAG-TVX, le montant total des différentes pénalités appliquées au Titulaire ne peut excéder 40 % du montant total hors taxes du marché.

Par dérogation au premier alinéa de l'article 19.2.4. du CCAG-TVX, lorsque le Maître d'ouvrage envisage d'appliquer les pénalités de retard, constatées par le Maître d'œuvre, il invite, par écrit, le Titulaire à présenter ses observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quatre jours. Le Maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retards concernés ainsi que le délai imparti au Titulaire pour présenter ses observations. À défaut de réponse du Titulaire, le Maître d'ouvrage applique les pénalités de retard.

7.2.2 - Pénalité pour retard dans l'exécution des travaux ou prestations

Par dérogation à l'article 19.2.3., en cas de retard imputable au Titulaire dans l'exécution des travaux pour lequel un délai d'exécution partiel ou une date limite a été fixé, il est appliqué une pénalité journalière de 500 €.

En application de l'article 19.2.5. du CCAG-TVX, lorsque les délais pour la réalisation de certains ouvrages, parties d'ouvrage ou ensemble de prestations faisant l'objet d'un délais partiel ou particuliers ou de dates limites fixés dans le marché présentés dans le calendrier détaillé d'exécution sont dépassées, le Titulaire encourt une pénalité de 500 € par jour calendaire de retard.

7.2.1 - Pénalité en cas de défaut de mobilisation estivale

En cas de manquement constaté à l'obligation mentionnée à l'article 5.1 - , le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire et journalière de 1.000 €.

7.2.2 - Pénalité pour retard de remise des documents conformes à l'exécution

En cas de retard du Titulaire dans la remise des documents conformes à l'exécution (aussi bien pour la version provisoire soumise au visa de la maîtrise d'ouvrage que pour la version définitive visée sans observation par la maîtrise d'ouvrage), le Maître d'ouvrage met en œuvre une pénalité forfaitaire fixée à 200 € par jour de retard.

7.2.3 – Pénalité pour défaut de communication d'un contrat de sous-traitance

Le Titulaire est tenu de communiquer, le cas échéant, le contrat de sous-traitance et ses modifications éventuelles au Conservatoire lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours, le Titulaire encourt une pénalité égale à 200 € par jour de retard, par dérogation à l'article 3.6.1.5. du CCAG-TVX.

7.2.4 – Pénalité pour retard de repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

À la fin des travaux, dans un délai de sept jours à compter de la date de la décision de réception, le Titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard dans les opérations de repliements des installations de chantier, le Titulaire encourt une pénalité journalière de 500€.

Si les Titulaires des différents lots ont mis en place une organisation commune des installations de chantier et qu'ils ont informé le Maître d'œuvre de cette organisation, la pénalité n'est appliquée qu'au Titulaire du lot responsable de la gestion des installations de chantier.

7.2.5 – Pénalité pour non-respect de la période de préparation

En cas de non-respect d'une partie ou de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation prévue à l'article, le Titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300€.

7.2.6 – Pénalité pour absence ou retard aux réunions

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise. Ces rendez-vous peuvent être fixés par le Maître d'œuvre ou le Maître d'ouvrage.

En cas d'absence, sans motif valable (à l'appréciation de la maîtrise d'ouvrage), à une réunion de chantier, le Titulaire encourt une pénalité fixée à 500€.

Sera également considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

En cas de retard sans motif valable (à l'appréciation de la maîtrise d'ouvrage), de plus de 15 minutes à une réunion de chantier, le Titulaire encourt une pénalité fixée à 100€.

7.2.7 – Pénalité pour nuisance sonore

Le chef de chantier devant être joignable par radio dès lors que l'entreprise est présente sur site. En cas de non-réponse du chef de chantier, le titulaire encourt une pénalité par infraction constatée de 100 euros.

En cas d'arrêt des travaux, suite à la deuxième demande d'arrêt de nuisance sonore du conservatoire. Le titulaire encourt par infraction une pénalité de 300 euros.

7.2.8 – Pénalités diverses

Toute clé de local du CNSMDP, prêtée à l'entrepreneur et non restituée après la réception au Maître d'ouvrage fera l'objet d'une pénalité forfaitaire de 200€ applicable au solde du marché.

En cas de non-respect des prescriptions relatives à l'hygiène, la sécurité et la protection de la santé, au gardiennage et à la signalisation générale du chantier, le Titulaire encourt une pénalité par infraction constatée et par jour calendaire fixée à 200€.

Pour toute perte ou dégradation d'une radio prêtée par le Conservatoire, le Titulaire encourt une pénalité de 1000€.

En cas de dépôt de matériels, matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites, ou d'oubli de matériel et matériaux dans des zones non autorisées par le Maître d'ouvrage, le Titulaire encourt une pénalité par infraction constatée et par jour calendaire fixée à 500€.

En cas de non-respect des consignes relatives à la coactivité chantier/utilisateurs, le Titulaire encourt une pénalité par infraction constatée et par jour calendaire fixée à 200€.

En cas de retard dans la levée des réserves formulées dans le cadre des opérations de réception ou de pré-réception des ouvrages, le Titulaire encourt une pénalité par jour calendaire fixée à 200€.

En cas de présence sur site d'un ouvrier non habilité (absence de badge), il sera appliqué à l'entreprise Titulaire du présent marché une pénalité forfaitaire égale à 300€ par infraction constatée et consignée au registre journal ou journal de chantier.

La pénalité s'élèvera à 500€ s'il s'agit d'un sous-traitant non déclaré au Maître d'ouvrage.

En cas de présence sur site d'un ouvrier non identifiable visuellement (pas de signe distinctif de l'entreprise apparent), il sera appliqué à l'entreprise Titulaire du présent marché une pénalité forfaitaire égale à 100€ par infraction constatée.

La pénalité s'élèvera à 500€ s'il s'agit d'un sous-traitant non déclaré au Maître d'ouvrage.

7.3 - Règlement des litiges

Confer chapitre 8 du CCAG-TVX.

ARTICLE 8 - DISPOSITIONS DIVERSES

8.1 - Forme des notifications et informations

La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification est faite prioritairement par le biais du profil acheteur du Conservatoire. À défaut, elle peut être faite à l'adresse électronique ou postale des parties mentionnée dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au Mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil acheteur du Conservatoire, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil du Conservatoire, à l'issue de ce délai.

Pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

8.2 - Modalités de computation des délais d'exécution des prestations

Tout délai mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai. Toutefois, lorsque le délai est exprimé

en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

Les dates et heures applicables sont celles utilisées par les documents particuliers du marché pour les livraisons ou l'exécution des prestations.

Lorsque le délai est fixé en jours, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai.

Lorsque le délai est fixé en mois, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque le dernier jour du délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit, à minuit.

Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés.

Le délai s'appliquant au Titulaire n'inclut pas le délai nécessaire au Conservatoire pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision.

8.3 – Informations réciproques

8.3.1 – Informations données par le Conservatoire au Titulaire pendant l'exécution du marché

Le Conservatoire communique au Titulaire toutes les informations et pièces dont il est destinataire et dont la connaissance est utile au Titulaire pour l'exécution de son marché.

Il s'agit notamment :

- De toute communication émanant des autorités ou services instruisant les dossiers de demandes d'autorisation ou d'agrément, en particulier, toute observation et toute demande de pièce complémentaire ;
- De toute observation ou de tout documents adressés directement au Conservatoire par les autres intervenants.

Dans le cadre de son devoir de conseil, le Titulaire informe le Conservatoire s'il constate en cours d'exécution du marché que les documents comportent des inexactitudes, imprécisions ou omissions.

8.3.2 – Informations données par le Titulaire au Conservatoire

Le Titulaire communique au Conservatoire toutes les informations ou pièces dont il serait seul destinataire et dont la connaissance est utile au Conservatoire.

8.4 – Pièces à remettre au Titulaire

Confer chapitre 4.2. du CCAG-TVX.

8.5 – Prestations similaires

Le Conservatoire peut passer avec le Titulaire, des marchés négociés sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à celles confiées dans le cadre du présent marché, dans le respect des dispositions de l'article R. 2122-7 du code, dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent marché.

8.6 – Propriété intellectuelle

Confer chapitre 6 du CCAG-TVX.

8.7 – Confidentialité, protection des données personnelles et mesures de sécurité

Confer chapitre 5 du CCAG-TVX.

8.8 – Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail

Confer article 6 du CCAG-TVX

8.9 – Protection de l'environnement, sécurité et santé

Confer article 7 du CCAG-TVX

8.10 – Égalité professionnelle et lutte contre les discriminations

À l'issue d'un nouvel audit, le CNSMDP a obtenu le renouvellement du label « Égalité professionnelle entre les femmes et les hommes » délivré par l'AFNOR.

Il s'engage à ce titre à mettre en œuvre des procédures et outils relatifs aux problématiques de lutte contre les discriminations et pour la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Dans le cadre de cette politique d'achats responsables et de lutte contre les discriminations, le ministère de la Culture souhaite mobiliser ses établissements publics et leurs fournisseurs afin d'être informé de leurs propres actions en matière d'égalité hommes/femmes et de diversité professionnelle ou de les sensibiliser davantage à ces enjeux.

Compte tenu de cette ambition, il est demandé au Titulaire de remplir au moment de la signature du marché le questionnaire « Égalité professionnelle et diversité professionnelle » proposé par le ministère.

Ce questionnaire, qui n'est exigé que du seul Titulaire, prend la forme d'un formulaire informatique dont l'adresse lui sera communiquée au moment de l'attribution du marché.

Dans une démarche d'amélioration et de progrès, le Titulaire s'engage à renseigner à nouveau le questionnaire en cours d'exécution du marché si le Conservatoire lui en fait la demande.

8.11 – Assurances et responsabilité

Confer article 8 du CCAG-TVX.

Il est dérogé au premier alinéa de l'article 8.1.3. en ce que le Titulaire aura justifié au moment de l'attribution qu'il est Titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie.

ARTICLE 9 – DÉROGATIONS AU CCAG-TVX

Conformément à l'article 1.2. *in fine* du CCAG-TVX, il est dérogé par le présent CCAP aux articles suivants du CCAG-TVX :

Articles du CCAG-TVX	Articles du présent CCAP y dérogeant
3.6.1.5.	7.2.3 –
4.1.	1.5 –
19.2.1.	7.2.1 –
19.2.2.	7.2.1 –
19.2.3.	7.2.2 –
19.2.4., premier alinéa	7.2.1 –
28.2.2., troisième alinéa	3.2 –
29.1.4., troisième alinéa	3.3 –
29.1.4., quatrième alinéa	3.3 –